AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

Condition paysanne et
marché du travail industriel.
Un exemple au Brésil.

A.R. GARCIA Jr

Depuis les années 40, le Brésil a vu s'intensifier les flux de déplacement des travailleurs du *Nordeste* vers les grandes villes du Sud-Est du pays, notamment Rio de Janeiro et São Paulo, qui s'industrialisaient rapidement. La forte croissance urbaine de ces quarante dernières années est due principalement aux migrations, comme le montrent les recensements : c'est ainsi que 64 % de la croissance urbaine des villes du Sud-Est entre 1940 et 1950 et 58 % entre 1960 et 1970 sont dus à l'effet des migrations ⁽¹⁾. En fait, c'est surtout dans les Etats du Sud-Est que se sont concentrées les industries récentes, en particulier à São Paulo et Rio de Janeiro, qui totalisaient, en 1969, 65 % des emplois industriels du pays et 58 % des emplois des établissements de commerce et services ⁽²⁾. Les chances de trouver un emploi industriel étaient donc plus fortes dans ces Etats que nulle part ailleurs et ces régions ont connu des migrations en provenance de tout le pays, y compris du *Nordeste*. En 1969, à São Paulo, 16 % des travailleurs de l'industrie et 11 % des employés de commerce ou du secteur des services étaient originaires des Etats du *Nordeste* ⁽³⁾.

Dans l'imaginaire brésilien, l'expression "*pau de arara*" (perche à perroquet) est associée aux camions qui, dès les années 1940-1950, transportaient du *Nordeste* vers les grandes villes du Sud-Est des migrants démunis, assis sur des planches de bois, tout au long d'un voyage de plus de 1 500 kilomètres qui prenait plusieurs jours. Cette expression a une connotation fortement péjorative à Rio et à São Paulo ; elle est encore utilisée aujourd'hui pour disqualifier un individu, le faire passer pour un "vaurien". La région étudiée dans cet article - la Paraíba ⁽⁴⁾ - est justement l'une de celles du *Nordeste* qui ont connu une forte émigration dès la fin des années 40. Malgré une forte natalité, les déplacements de population ont été si importants que l'on a pu enregistrer une chute de la population totale entre 1950 et 1980 (cf. tableau 1). Celle-ci est due principalement à une réduction de la population rurale puisque les effectifs urbains de cette même région ont

⁽¹⁾ L'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) a calculé l'importance relative des migrations et de la croissance démographique naturelle sur la croissance urbaine locale, à partir des données des recensements démographiques réalisés en 1940, 1950, 1960 et 1970 (IBGE, 1979).

⁽²⁾ Le ministère du Travail brésilien fournit des données statistiques sur les employés déclarés officiellement chaque année par les entreprises industrielles, du commerce et des services. Ces chiffres ne comprennent bien sûr que les travailleurs couverts par toute la législation du travail et de la sécurité sociale, à l'exclusion donc du travail au noir, particulièrement important dans le cas brésilien. Mais, dans cet article, ce qui nous intéresse, ce sont les chances d'insertion sur le marché du travail dans ces aspects les plus formels (ministério do Trabalho, 1969, p. 13).

⁽³⁾ *Ibidem*, volume sur São Paulo, tableaux 4.1 et 4.2, p. 56 et 57.

⁽⁴⁾ La recherche qui est à la base de cet article a été réalisée dans le cadre des activités du département d'Anthropologie du *Museu Nacional* de Rio de Janeiro et, plus précisément, dans le cadre du projet "Emploi et changements socio-économiques dans le *Nordeste*" coordonné par Moacir Palmeira. L'objectif principal était l'étude des pratiques économiques des exploitants agricoles qui font appel au travail familial, de leurs origines sociales et historiques, de leurs trajectoires sociales. L'enquête de terrain a été menée dans la région sucrière et sa périphérie de la Paraíba, un des Etats du *Nordeste* où l'agro-industrie de la canne à sucre figure parmi les principales activités économiques. Les investigations ont porté plus particulièrement sur deux communes, Areia et Remígio, qui constituaient jusqu'à 1957 une seule unité administrative. Elles occupent au total une surface de 696 km², à 600 m d'altitude et comprenaient 44 261 personnes en 1980. L'enquête de terrain a eu lieu en juillet-septembre 1976, en février-mars 1977 et en janvier-février 1982, ces périodes se répartissant entre la saison sèche et la saison humide, dont l'alternance conditionne le rythme des travaux agricoles et la vie sociale. Les résultats de cette enquête m'ont permis de rédiger une thèse de doctorat (GARCIA, 1983 B). Le présent article a été rédigé au cours d'un séjour en France, de décembre 1983 à mars 1986, auprès du Centre de sociologie européenne, dirigé par le Professeur Pierre Bourdieu, où j'ai pu bénéficier de discussions avec les chercheurs qui y travaillent. J'ai tiré profit également d'échanges avec des chercheurs de l'INRA : Patrick Champagne, Sylvain Maresca et Florence Weber. Je tiens à les remercier de leur accueil et de leur contribution à une meilleure compréhension de situations sociales si différentes de celles rencontrées en France.

doublé, voire triplé, entre 1940 et 1980. La population rurale demeure cependant la plus nombreuse : elle représentait encore 64 % de la population totale en 1980.

Les analyses courantes des économistes ou des sociologues qui se sont intéressés à ce type de flux migratoires soulignent le lien entre le déclin de grandes plantations tournées vers l'exportation des produits primaires et la croissance du marché du travail industriel. En effet, face à la fermeture en 1930 (à la suite du "krach" de la Bourse de New-York) des débouchés internationaux des produits brésiliens d'exportation - le café et le sucre notamment, - les politiques mises en œuvre par le gouvernement fédéral de l'époque pour soutenir les revenus des planteurs et résorber les stocks invendables ont provoqué intentionnellement ou involontairement la croissance des industries locales tournées vers l'approvisionnement du marché intérieur (Furtado, 1969). Alors que se maintenait la demande effective de produits industriels, l'industrie brésilienne se trouva libérée de la concurrence internationale du fait que manquaient les devises pour acheter des biens fabriqués à l'étranger.

Dès lors que l'on a expliqué la dynamique propre qui anime l'industrie brésilienne depuis cette période ⁽⁵⁾, tout se passe comme si l'on considérait les migrations depuis les campagnes les plus défavorisées vers les villes en pleine expansion industrielle comme la simple conséquence de la suprématie acquise par l'industrie dans la vie économique du pays. Or, à l'évidence, si la mise en relation des migrations et du développement industriel n'est pas fausse, elle apparaît insuffisante pour justifier ces flux démographiques. L'analyse des trajectoires individuelles et familiales révèle bien l'existence, dans cette région du Nordeste, de migrants qui sont devenus des ouvriers ou des employés urbains au Sud-Est, mais aussi la présence d'individus qui ont adopté ou reproduit la condition paysanne grâce à un passage temporaire par le marché du travail industriel. L'hypothèse d'une émigration à sens unique est donc arbitraire car elle admet implicitement qu'il existe une homogénéité d'objectifs chez ceux qui partent. En outre, faute d'examiner dans quelles conditions des individus concrets font les investissements matériels et psychologiques qu'imposent de tels déplacements, cette analyse suppose l'homogénéité des conditions sociales de départ ⁽⁶⁾. L'hypothèse de l'émigration à sens unique fournit encore une explication toute faite aux écarts observables : ils seraient le lot des "ratés", des "inadaptés", en bref l'univers de l'échec. Ainsi se trouve-t-on dans l'incapacité de s'interroger sur les effets multiples des départs, aussi bien sur ceux qui partent que sur ceux qui restent, et sur les relations que les uns et les autres entretiennent avec l'espace social d'origine.

Tableau 1.
Evolution
de la population
de la commune étudiée
et de la micro-région
où elle se situe,
de 1940 à 1980
(indice 100 en 1940)

Aire géographique	Années						Ventilation de la populat. rurale et urbaine	
		1940	1950	1960	1970	1980	1950	1980
Commune d'AREIA	Totale	100	91	100	92	86	100	100
	Rurale	100	89	91	78	62	88	64
	Urbaine	100	109	179	219	300	12	36
Zone du BREJO PARAI-BANO	Totale	100	107	103	101	96	100	100
	Rurale	100	107	96	91	77	87	70
	Urbaine	100	107	150	164	225	13	30

Source : IBGE, Recensements de 1940, 1950, 1960, 1970 et 1980.

⁽⁵⁾ Outre par C. Furtado, celle-ci a été étudiée par Maria da Conceição Tavares (1972).

⁽⁶⁾ Abdelmalek Sayad présente une analyse exemplaire des pratiques de migration en démontrant que, parmi les mêmes contingents d'Algériens partant pour la France, il y avait, à l'origine de leur déplacement, des conditions sociales différentes qui correspondaient aussi à des façons différentes d'envisager et de réaliser l'émigration (SAYAD, 1977 et 1975).

Dans cet article, nous essayerons de comprendre la multiplicité des effets de ces déplacements de travailleurs du *Nordeste* vers le marché du travail industriel du Sud-Est. Il ne s'agit pas ici d'autonomiser les migrations comme objet d'analyse. Nous nous efforcerons plutôt d'étudier les pratiques d'insertion dans un marché du travail lointain et les représentations qu'elles véhiculent, en relation avec l'ensemble des pratiques de travail au niveau local (qui sont autant de pratiques concurrentes). Cela suppose au préalable de décrire, dans le cas précis de cette région du *Nordeste* à fort taux d'émigration, les modes traditionnels de fonctionnement des grandes plantations et leur évolution sous l'effet des transformations économiques récentes, en particulier en ce qui concerne les relations entre les grands propriétaires terriens et les différents types de travailleurs agricoles, à l'intérieur des domaines (*moradores*) comme à l'extérieur (journaliers, petits propriétaires).

En définitive, la question centrale qui oriente ce travail est la suivante : quels sont les effets de l'essor du marché du travail industriel sur la dynamique des plantations traditionnelles, sur le mode de domination qui les caractérise et, plus largement, sur l'ensemble de l'espace social des campagnes du *Nordeste* ? Pour y répondre, nous présenterons un tableau global de la situation économique et sociale, au *Nordeste* comme au Sud-Est, dans lequel nous replacerons l'analyse détaillée de trajectoires individuelles. La connaissance de leur biographie nous fera en effet mieux comprendre ce type particulier de migrants temporaires à qui le passage par les villes industrielles permet de revenir au *Nordeste* et d'y acquiescer la condition de travailleur indépendant.

UN ESPACE SOCIAL DOMINÉ PAR LES PLANTATIONS TRADITIONNELLES

QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DU NORDESTE

Une région en déclin démographique

Si l'on prend comme référence la définition administrative de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), le *Nordeste* comprend neuf Etats et un Territoire ; la superficie correspondante est de 1 539 632 km². Cela représente 18 % de la superficie du Brésil, un espace presque trois fois plus grand que le territoire de la France. La population était de 34 855 469 personnes en 1980, soit 29 % de la population du pays. La densité régionale était alors de 23 hab./km², ce qui représentait la troisième densité régionale du pays, derrière le Sud-Est industrialisé (56 hab./km² - 43,5 % de la population du Brésil) et le Sud (34 hab./km² - 16 % du total), mais loin devant les régions d'expansion démographique récente tels le Centre-Ouest (4 hab./km² - 6,5 % du total) et le Nord amazonien (2 hab./km² - 5 % du total).

Il faut remarquer que le *Nordeste* fut la région la plus peuplée du pays jusqu'en 1890. En 1872, elle concentrait 47 % de la population brésilienne contre 40 % pour le Sud-Est. Mais, dès 1890, il y avait une population équivalente au Sud-Est (43 % de la population totale contre 42 % au *Nordeste*), cette région ayant, depuis, accentué son importance démographique alors que le *Nordeste* amorçait un déclin relatif (cf. tableau 2). Depuis la fin du XIX^e siècle, le Sud-Est est donc la région la plus peuplée du Brésil, ajoutant à son importance politique (Rio de Janeiro était la capitale du pays depuis 1765) la suprématie démographique et économique.

Le *Nordeste* est la première région qui, historiquement, ait connu une exploitation rentable de ressources non minières : depuis le XVI^e siècle, en effet, s'y étaient installées des plantations sucrières fonctionnant avec des esclaves noirs

amenés d'Afrique. Depuis l'époque coloniale jusqu'au XX^e siècle, la dynamique des plantations sucrières eut un poids capital dans la vie économique, politique, sociale et culturelle de la région. L'esclavage n'a été aboli qu'en 1888, mais sa suppression ne fut pas associée à un changement dans la distribution du patrimoine foncier, qui resta fortement concentré entre les mains des familles des anciens planteurs et maîtres d'esclaves. La modification des formes de recrutement de la main-d'œuvre et de statut juridique ne fut donc pas liée à un bouleversement de la hiérarchie des positions sociales. Les mêmes familles de planteurs réussirent même à récupérer leurs pouvoirs anciens en se constituant une clientèle économique et politique, sur la base de rapports de dépendance personnalisés.

Tableau 2. Evolution démographique du Nordeste de 1872 à 1980.

Années	1872	1890	1900	1920	1940	1950	1960	1970	1980
Population									
Population N.E.	4.638.500	6.002.000	6.749.500	11.245.900	14.426.185	17.992.094	22.181.880	28.111.927	34.855.469
Pop. N.E./ Pop. Brésil	47 %	42 %	39 %	37 %	35 %	35 %	32 %	30 %	29 %
Pop. S.E./ Pop. Brésil	40 %	43 %	45 %	45 %	44 %	43 %	44 %	43 %	43 %

Source : IBGE - Recensements de population

Zones écologiques et types d'agriculture

L'espace écologique du *Nordeste* n'est pas homogène et l'exploitation de la canne à sucre n'est caractéristique que d'une petite partie de la superficie globale, celle qui connaît la plus forte densité démographique ⁽⁷⁾. Fondamentalement, la configuration écologique favorable à cette culture se trouve dans la région humide proche du littoral dont la couverture végétale originale était la forêt tropicale, d'où son nom : *Zona da mata*. Sa superficie n'atteint que 8 % de la surface du *Nordeste*, mais elle abrite 30 % de la population.

Lorsque l'on s'écarte du littoral vers l'Ouest, on trouve une région de transition entre la zone humide et semi-aride, dont la couverture végétale caractéristique est une forêt particulière, nommée *caatinga*. Cette région, l'*Agreste*, représente 16 % de la surface du *Nordeste* et concentre 19 % de la population. Le faire-valoir des terroirs diffère de ce qu'il est dans la région humide : des grandes propriétés, qui associent la culture du coton et l'élevage du bétail, côtoient un plus grand nombre de petites et moyennes propriétés cultivant des denrées de base (haricots, maïs, manioc).

La zone la plus étendue (49 % de la surface totale) est constituée par le semi-aride, le *Sertão*, qui concentre seulement 35 % de la population. Les grandes propriétés orientées vers l'élevage extensif ou bien vers l'association entre la culture du coton et l'élevage du bétail dominent le paysage. C'est dans cette sous-région que les sécheresses constituent un phénomène cyclique.

Enfin, il y a, plus au Nord, une configuration écologique de transition vers la forêt équatoriale de l'Amazonie ; cette région, dite *Meio Norte*, représente 27 % de la superficie du *Nordeste* et concentre 16 % de la population. Faiblement

(7) Pour une description plus précise de l'espace géographique du *Nordeste*, Cf. Correia de Andrade, 1964.

peuplée par endroits jusqu'aux années 60, elle a, dès cette époque, constitué une sorte de "frontière" agricole pour les exploitants à la recherche de terres vierges et non accaparées de l'Amazonie.

Notre enquête de terrain a été réalisée dans un territoire situé à la limite de la région humide favorable à la culture de la canne à sucre et de la région de transition vers le semi-aride. Jusqu'en 1957, ce territoire a correspondu à celui de la commune d'Areia ; il était alors d'une surface équivalente à un ou plusieurs cantons français. En 1957, la commune de Remígio a été séparée de celle d'Areia ; celle-ci conserva 143 km², localisés surtout dans la région humide, à forte densité démographique (195 hab./km²) tandis que la nouvelle commune de Remígio gardait les parties sèches et semi-arides (553 km²), d'une densité démographique nettement plus faible (29 hab./km²) ⁽⁸⁾.

LA DYNAMIQUE DES GRANDES PLANTATIONS TRADITIONNELLES

La concentration des terres

Depuis le début de la colonisation du territoire, l'usage de l'espace physique fut dominé par les grandes propriétés foncières. L'importance de la distribution du patrimoine foncier n'aurait pas été aussi grande si la propriété de la terre n'avait pas été au principe de la structuration de tout un ensemble de pouvoirs qui dépassaient largement le pouvoir de décider et d'organiser les travaux agricoles. Le propriétaire était, en effet, le maître de toutes les activités qui se déroulaient dans son domaine. La concentration de la propriété foncière constitue ainsi un bon indice de la concentration des pouvoirs économiques, sociaux, culturels et politiques dans l'espace social. D'après les données des recensements agricoles réalisés pendant la période 1940-1980, nous pouvons constater que les exploitations de plus de 100 hectares ont concentré de 53 % à 80 % de la surface totale entre les mains de 6 % à 11 % des exploitants agricoles. Ces vingt dernières années (1960-1980), tout au plus 6,5 % des responsables d'exploitations agricoles ont contrôlé l'usage de plus de 70 % du patrimoine foncier (cf. tableau 3).

Tableau 3. Evolution de la concentration foncière à Areia et Remigio de 1940 à 1980.

Classes de surface	Années		Exploitations (en %)					Surface contrôlée (en %)				
	1940	1950	1960	1970	1975	1980	1940	1950	1960	1970	1975	1980
Moins de 10 ha	56,5	60	78	84	83	76,5	13	5	9	12	11	9
10-100 ha	37	29	16	12	12	17	34	15	19	17	17	17
100-1000 ha			5,9	3,8	4,8	6,3			66	49	54	57
1000 ha et plus	6,5	11	0,1	0,2	0,2	0,2	53	80	6	22	18	17
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Recensements agricoles

Grands domaines et domination personnelle

Jusqu'à la moitié de ce siècle, les familles de grands propriétaires habitaient sur leur domaine et vivaient des produits ou des revenus que celui-ci leur procurait. Mais elles ne se consacraient pas aux travaux agricoles. Le chef de famille se

⁽⁸⁾ L'histoire de la commune d'Areia a fait l'objet d'une monographie de la part d'un historien né sur place (ALMEIDA, 1958).

chargeait de donner des ordres sur les travaux à faire, sur la manière de les accomplir, sur la destination de la production. Toutes les activités matérielles, les travaux de culture (des labours à la coupe de la canne à sucre), la fabrication du sucre dans le domaine, la construction et l'entretien des ouvrages d'infrastructure de la propriété (tels les routes, les bâtiments et les réservoirs d'eau) ou encore des maisons d'habitation, étaient l'affaire des travailleurs recrutés par le propriétaire. Jusqu'en 1888, il y eut des esclaves pour s'acquitter de ces besognes. Pourtant, dans cette région, le nombre d'esclaves n'a jamais représenté plus de 20 % de la population active agricole (Almeida, 1937). À côté des esclaves, il y avait donc des travailleurs qui étaient soumis personnellement au propriétaire, par le seul fait d'habiter dans sa propriété : on les appelait les "*moradores*" (9).

Après l'abolition de l'esclavage, le recrutement des travailleurs comme *moradores* devint la forme dominante employée par les grands propriétaires. Même parmi les anciens esclaves, ceux qui restèrent dans les propriétés de leurs anciens maîtres le firent en tant que *moradores*, et ceux qui changèrent de propriété furent admis ailleurs dans cette même condition. Lors des périodes de pointe des travaux agricoles, au travail des *moradores* s'ajoutait celui des journaliers, recrutés parmi les petits propriétaires des alentours. Mais les journaliers n'étaient pas soumis aux grands propriétaires de la même façon que les *moradores* : même la rémunération monétaire différait pour un travail identique, les journaliers recevant toujours plus que les *moradores*. Ils pouvaient quitter l'exploitation à leur gré, tandis que les *moradores* étaient tenus de travailler continuellement pour le propriétaire qui les logeait.

Celui qui postulait un poste de *morador* dans une propriété demandait bien plus que du travail : un abri pour lui-même et sa famille. Le simple geste de venir le demander signifiait qu'il était dépossédé des moyens d'avoir un toit à lui où loger sa famille, faire face à ses besoins courants et organiser ses multiples activités. Sa demande le plaçait sous la protection et, inséparablement, sous la dépendance du propriétaire foncier. Ce dernier lui attribuait une maison dans le domaine ; il lui accordait la possibilité de cultiver des denrées de base (surtout du manioc, des haricots, du maïs) et, à son épouse, le droit d'élever des petits animaux (chèvres, porcs, volailles) ; le *morador* pouvait encore s'approvisionner en eau et en bois sur le domaine, faire moudre son manioc au moulin de la propriété (moyennant une redevance s'élevant à 10 % de la farine obtenue). Dans les grandes exploitations de la zone plus sèche (appelées "*fazendas*"), il avait la possibilité de cultiver en famille, sur un champ d'une certaine taille, des plantes vivrières et du coton. Ce dernier devait être livré au propriétaire qui le commercialisait et reversait au *morador* une quote-part de la vente. Lors des moments difficiles de la vie courante, en particulier lors des naissances, des maladies ou des décès, c'est au propriétaire que le *morador* demandait secours.

En contrepartie, il était tenu à certaines obligations. Dans les exploitations sucrières (appelées "*engenhos*"), la plus commune était de travailler directement sous les ordres du propriétaire cinq jours par semaine pendant la saison sèche (au cours de laquelle on coupe la canne à sucre) et trois jours pendant la saison humide. Toutes ces journées de travail étaient rémunérées mais à un taux inférieur à celui qui était payé aux journaliers travaillant dans la même propriété. Cependant, plus important encore était l'état de disponibilité auquel était tenu le *morador* qui, de jour comme de nuit, devait être prêt à recevoir et à exécuter les ordres du *senhor de engenho* (c'est ainsi que l'on nommait le propriétaire d'une exploitation agro-industrielle de canne à sucre).

(9) L'analyse des *moradores* comme produits d'un rapport de domination et d'exploitation spécifique est de Moacir Palmeira (1976).

Cette esquisse des obligations réciproques entre *senhores* et *moradores* résume en fait les configurations les plus courantes. Chaque relation concrète ne peut s'expliquer tout à fait que par référence à l'histoire des échanges personnalisés entre propriétaires et travailleurs.

A vrai dire, la relation de dépendance personnelle ne se limitait pas aux domaines de la résidence et du travail familial ou collectif. L'ensemble des activités sociales qui avaient lieu à l'intérieur des domaines (pratiques religieuses, fêtes, etc.) étaient placées sous le contrôle direct ou indirect des *senhores*, dont les prérogatives s'étendaient jusqu'au contrôle moral des actes quotidiens. A l'intérieur de leur domaine, les propriétaires jouissaient, de fait, du monopole de la violence physique ; ils disposaient assez souvent de gardes du corps armés qui veillaient à ce que leurs ordres soient exécutés, au besoin par l'emploi de la force. Le pouvoir des *senhores* était construit sur cette organisation très vaste de la vie sociale à l'intérieur des domaines, qui liait chaque *morador* à son patron pratiquement sur tous les plans de sa vie, y compris dans sa vie familiale ; sans cependant qu'aucun règlement explicite vînt formuler la régularité des pratiques de domination observées dans cette région. Ceux qui devaient tout à leurs *senhores*, qui en avait "tout" reçu, au prix de dettes dont ils ne pouvaient plus s'acquitter, se retrouvaient dans une situation telle qu'ils ne pouvaient rendre qu'en payant de leur personne, par une disponibilité et une loyauté sans bornes. C'est ainsi que l'on peut comprendre pourquoi, lors des disputes entre grands propriétaires - concurrence politique ou jeux d'honneur -, les *moradores* prenaient "naturellement" le parti de leurs patrons respectifs. On évaluera peut-être mieux l'étendue des pouvoirs des *senhores* lorsque l'on saura qu'une grande propriété (entre 100 et 1000 hectares) abritait de 40 à 200 familles de *moradores*, ce qui correspondrait à l'étendue et à la population d'un village rural en France.

Travailleurs agricoles en dehors des grands domaines

A côté des grandes propriétés, il y avait un certain nombre de propriétés moyennes (entre 10 et 100 hectares) qui ne disposaient pas des installations équivalentes aux grandes (comme, par exemple, des équipements pour la fabrication du sucre) et qui ne pouvaient pas abriter la même quantité de *moradores*. Le travail direct de la famille du propriétaire y devenait plus fréquent et les cultures vivrières prenaient plus d'importance relative que dans les grandes plantations.

En bas de l'échelle, on pouvait observer enfin l'existence d'un très grand nombre de petites exploitations - de moins de 10 hectares - qui, entre 1960 et 1980, représentaient plus de 77 % des exploitations, mais contrôlaient tout au plus 12 % de la surface totale (cf. tableau 4). Consacrées pour la plupart aux cultures vivrières selon des procédés techniques semblables à ceux qu'utilisent les *moradores* sur leurs lopins de subsistance, ces exploitations ne disposaient pas d'assez de terres cultivables pour que leur exploitant pût à lui seul subvenir aux besoins de sa famille. Ces petits exploitants se trouvaient donc toujours subordonnés aux grands propriétaires parce qu'ils avaient besoin soit d'affermier des terres pour accroître leurs cultures, soit d'effectuer des travaux journaliers pour pouvoir opérer la soudure. Pourtant, n'étant pas soumis à une dépendance personnelle sur l'ensemble de leur vie sociale, les petits exploitants marquaient ce qui distinguait leur situation en se réservant l'identité de "libres" tandis qu'ils qualifiaient les *moradores* d'"assujettis" ⁽¹⁰⁾. Mais, même d'une façon différente selon les cas, le fait est que l'ensemble des situations sociales en milieu rural voyaient leur destin lié à la dynamique des grandes plantations traditionnelles.

⁽¹⁰⁾ Pour une analyse des enjeux de ces classements entre "libres" et "assujettis", cf. Afranio GARCIA Jr. "Libres et assujettis : la transition des travailleurs dépendants aux travailleurs libres dans le Nord-Est du Brésil", à paraître dans le n° 65 des *Actes de la recherche en sciences sociales*.

Photo 1 : Rue latérale finissant par les terres d'un *engenho* (Photo Gustavo Moura, avril 1986)

Le déclin des grandes plantations

Tout au long du XIX^e siècle, surtout après 1850, celles-ci connurent un grand essor. C'était l'époque où la production de sucre du *Nordeste*, orientée à 80 % vers le marché international, se développait grâce à la croissance rapide des exportations. Les *senhores de engenho* d'Areia jouirent d'une réelle prospérité, tout comme les maisons de commerce de la ville dont la richesse est encore visible dans le style des bâtiments construits à l'époque. Pourtant, dès 1890, le sucre brésilien perdit des débouchés internationaux : d'abord les marchés européens à cause du développement de la production de betterave sucrière dans l'Europe continentale ; et, ensuite, le marché des Etats-Unis, où le Brésil s'était reporté mais dont il fut éliminé par l'essor de la production de sucre de Cuba, de Hawaï et de Porto-Rico. L'avantage de ces nouveaux concurrents n'était pas dû seulement à leur plus grande proximité des marchés consommateurs mais, plus fondamentalement, à une productivité industrielle beaucoup plus forte, qui résultait de la mécanisation des usines à une grande échelle.

Face à la crise des plantations qui suivit la perte des débouchés internationaux, les *senhores de engenho* tentèrent eux aussi de moderniser leur industrie sucrière. Dès lors, on assista à une concentration de l'agro-industrie, une seule usine à sucre regroupant plusieurs *engenhos* anciens. Cette croissance et cette modernisation ne furent possibles que grâce à des subventions publiques aidant à financer les investissements nécessaires. Mais ce mouvement de modernisation opéra simultanément une différenciation sociale parmi les *senhores de engenho*. Certains purent passer à la condition de propriétaire d'usine, devenant encore plus puissants, tandis qu'alentour les autres *engenhos* devaient cesser leurs productions industrielles pour livrer dorénavant la canne brute à l'usine. De la sorte, beaucoup de propriétaires de plantations se trouvèrent déclassés et cette réorganisation des positions économiques ne fut pas sans incidences sociales et politiques.

Dans les régions les plus éloignées des ports d'exportation - là où s'installèrent les premières grandes usines -, les planteurs choisirent de poursuivre la fabrication des dérivés de la canne à sucre, se consacrant désormais à la production de sucre brut et d'eau-de-vie pour le marché intérieur. Ce fut la stratégie des *senhores de engenho* d'Areia au tournant du XX^e siècle. Elle présentait l'avantage de maintenir en fonctionnement les installations agro-industrielles existantes. Cependant, l'augmentation de la productivité des grandes usines sucrières permit à ces dernières de grignoter progressivement sur le marché intérieur les débouchés de la production de sucre brut des *engenhos* traditionnels. Le déclin collectif des grands propriétaires d'Areia s'inscrivit ainsi dans la longue durée et beaucoup de ces familles subirent une chute de pouvoir d'achat. Même si se poursuivait leur domination sur les *moradores*, la production de leur domaine n'assurait plus leur maintien dans la même position au sein du champ des classes dominantes brésiliennes.

A Areia, une usine sucrière s'était installée en 1931 mais sa production demeura faible jusqu'aux années 70. La forte expansion qu'elle connut alors, grâce aux subventions d'un organisme public, témoigna de la concurrence accrue entre l'industrie et les plantations à propos de l'usage de la terre et de l'emploi de la main-d'œuvre au niveau local - phénomène qui ne s'était développé jusque là qu'au niveau national. La prospérité de l'usine marqua l'accélération du déclin des *engenhos*.

LES EFFETS DE LA CROISSANCE DU MARCHÉ DU TRAVAIL INDUSTRIEL

La concentration de l'industrialisation dans le Sud-Est ne fit que s'accroître au cours du temps. Le tableau 4 montre la distribution du revenu industriel selon les régions du Brésil. On peut constater que Rio de Janeiro et São Paulo concentraient, en 1949, 68 % du revenu industriel et près de 73 % en 1970, tandis que le *Nordeste*, qui en assurait presque 10 % en 1949, avait vu sa part tomber à 5,7 % en 1970.

Tableau 4.
Distribution régionale
du revenu industriel
(1949-1970)

Régions Années	Total du Brésil	<i>Nordeste</i>	Sud-Est	Rio de Janeiro et São Paulo
1949	100	9,7	75,3	67,9
1959	100	7,5	78,1	71,8
1970	100	5,7	80,3	72,7

Source : IBRE (cf. IBGE, 1979, p. 193)

L'élargissement des opportunités offertes par le marché du travail industriel du Sud-Est ne pouvait se répercuter directement au niveau des *moradores* du *Nordeste*, moins à cause de leur éloignement géographique que des rapports de dépendance personnelle dans lesquels ils étaient pris. Car le travail de domination des *senhores* consistait justement, nous l'avons vu, à offrir⁽¹¹⁾ des moyens de subsistance à des individus démunis ainsi que toutes sortes d'activités sociales et culturelles visant à les immobiliser à l'intérieur des domaines. Dans un tel contexte social, les *moradores* avaient très peu de chances d'acquérir les moyens matériels et les connaissances nécessaires au départ vers les villes industrielles du Sud-Est. Sans compter que de tels départs étaient nécessairement combattus par les grands propriétaires car leur réussite aurait concouru à réduire la clientèle qui fondait leur pouvoir économique et politique.

MIGRATIONS ET RECRUTEURS DE MAIN-D'ŒUVRE

En fait, c'est sous l'intervention de recruteurs de main-d'œuvre liés à des industriels du Sud-Est - désireux d'étendre l'offre de force de travail - que se sont développées, à une échelle massive, les possibilités de départs pour les *moradores*.

Nous reproduisons ci-dessous un extrait de l'interview de deux frères, Henrique et João, dans laquelle ils qualifient un recruteur de main-d'œuvre qui opérait dans les années 50 (Sergio Vittorino) de "sauveur du *Nordeste*", celui qui aurait "illuminé" la région. Ces deux petits propriétaires faisaient du commerce sur les marchés d'Areia et de Remigio et le cadet, João, partit à deux reprises travailler à São Paulo et à Rio. La première fois, il fit le voyage et trouva du travail grâce au réseau de transport et de placement mis en place par Sergio Vittorino.

Henrique - " Dans le temps, les *moradores* ne pouvaient pas aller au Sud à cause des dépenses. Ici, il y a eu un homme, nommé Sergio Vittorino, qui les emmenait et ils lui rembouraient tous les mois. Il les emmenait et les faisait embaucher là-bas. Il les emmenait dans des camions, 60-70 hommes chaque mois, ou tous les

⁽¹¹⁾ Les dons gracieux, en particulier, peuvent constituer des moyens très efficaces pour construire une domination personnalisée (cf. BOURDIEU, 1980).

quinze jours, n'est-ce pas João ? Tous les quinze jours, il y avait un camion ou deux qui partaient de Cepilho (petit hameau à Areia, entouré par les engenhos). Les gens allaient à São Paulo ou à Rio.

- Et les gens ne payaient qu'après ?

H. - Les gens le rembouraient après. Il les faisait embaucher par des entreprises : cinq dans une, dix dans une autre, c'était lui qui décidait. Les entreprises lui demandaient et il revenait en distribuant les gens. Il retournait ici après, rassemblait d'autres gens et partait à nouveau. Et les gens qu'il emmenait lui rembouraient le prix du voyage là-bas. Et c'était cher, mais à chaque fin de mois, il allait toucher son dû dans toutes les entreprises jusqu'à ce qu'ils aient tout payé.

- Et ils existent toujours, ces camions ?

João. - Non. Après qu'il y ait eu ces entreprises d'autocars vers Rio et São Paulo, les propriétaires de ces entreprises de transport l'ont empêché de continuer à transporter dans ses camions. Et il a même connu des problèmes sérieux, vous savez ?

- Ah bon ?

J. - Oui. Il a été le sauveur du Nordeste, au moins ici, dans ce coin de la Paraíba. Il a été le sauveur du peuple d'ici. Mais les entreprises l'ont fait arrêter, il a été poursuivi à cause des camions, et il ne transporte plus dans des camions. De temps à autre, une fois tous les trois mois, il loue un autocar et transporte les gens. Il continue, vous savez, mais c'est très cher. Un billet d'autocar dans une entreprise coûte actuellement 500 cruzeiros et quelques, mais on paye comptant. Lui, il transporte à crédit pour 1000 cruzeiros. Là-bas, un individu lui paye 100, 150, 200 cruzeiros par mois. C'est-à-dire qu'on peut même considérer que c'est moins cher que dans les entreprises car l'individu n'a pas les 500 cruzeiros pour payer le voyage. Et il transporte tout le monde.

H. - Et il paye toutes les dépenses pendant le voyage.

J. - Il paye même les dépenses de chaque travailleur pour se nourrir ; pour tout, il donne. Il prend des notes chaque fois dans un carnet. Lorsqu'il arrive, il trouve un emploi pour l'ouvrier et lui fournit le registre de ses dettes. A chaque mois, il est remboursé d'une partie. Sergio a été un bon citoyen, c'est lui qui a illuminé le Nordeste. C'est lui. D'ici, du Nordeste, que je sache, c'est un des premiers à être parti vers le Sud. Il a travaillé un an et, après un an, il a commencé à transporter les gens d'un endroit à un autre. Alors les senhores de engenho sont devenus furieux contre lui et l'ont poursuivi énormément. Les senhores de engenho, vous savez ?

- Il est d'ici ?

J. - Il est natif d'ici, il habite ici, très près d'où nous sommes. A six kilomètres d'ici, à Cepilho dans la commune d'Areia.

- Et il était agriculteur aussi ?

J. - Il était agriculteur et il vivait comme nous deux : il avait un petit commerce sur les marchés. Comme nous deux.

- Il était forain, aussi ?

J. - Oui. Après, il y a eu une époque où les affaires ont mal tourné. Il a fait faillite, il est parti au Sud. Il a travaillé un an là-bas. Alors son patron lui a demandé si les gens d'ici n'avaient pas envie de partir. Il a dit : "Ils ont bien envie, mais ils n'ont pas de moyens pour le faire". Son patron lui a fourni de l'argent pour qu'il loue un véhicule et transporte les gens et pour qu'il finance toutes les dépenses des gens qui voulaient y aller mais n'en avaient pas les moyens. Il a commencé à transporter les gens. Lorsque les senhores de engenho se sont aperçus que les gens quittaient les domaines, ils ont commencé à râler !

H. - Tous les mois, il y avait deux ou trois camions qui partaient.

J. - C'est le nombre de gens transportés. Les *senhores de engenhos* ont commencé à perdre leurs *moradores*, ils se sont fâchés contre lui et l'ont poursuivi. Après, ce furent les entreprises de transport. Il a été arrêté, le pauvre" (8 mars 1977).

Selon les deux frères interrogés, les *moradores* eurent la possibilité de partir dès lors qu'un recruteur de main-d'œuvre finança leur voyage et leur trouva des emplois dans le Sud-Est. Que ces prêts aient constitué une forme d'exploitation des migrants et en aient fait une main-d'œuvre non seulement endettée mais assujettie dans un univers social inconnu, tout cela est passé sous silence. On peut d'ailleurs supposer que les *moradores* acceptèrent d'autant plus facilement de s'endetter pour partir que cette procédure s'apparentait à la relation d'endettement qui les liait jusque-là aux *senhores*. La seule nouveauté, c'est qu'il y avait désormais concurrence pour l'assujettissement des travailleurs entre propriétaires terriens et agents des industriels du Sud. L'efficacité de l'action de ces recruteurs de main-d'œuvre tient en partie à ce qu'ils étaient originaires de la région. Dans l'interview, les deux frères font preuve d'une grande indulgence à l'égard de Sergio Vittorino parce que celui-ci était auparavant, comme eux, agriculteur et petit commerçant sur les mêmes marchés.

Photo 2 : Le siège d'un *engenho*. Au centre, le moulin à sucre (Photo Gustavo Moura, avril 1986)

MIGRATIONS ET TRANSFORMATION DES RÉFÉRENCES SOCIALES

On voit donc que les "migrations généralisées", c'est-à-dire le fait que les possibilités de départ aient atteint des individus occupant toutes les positions sociales, n'ont pas été une conséquence immédiate du déclin économique des plantations traditionnelles mais qu'elles ont constitué, au contraire, un enjeu de lutte. Le départ possible des *moradores* signifiait l'érosion du pouvoir économique et politique des planteurs et accélérât leur déclin social. Désormais, à la baisse de rentabilité de la production commerciale de l'*engenho* s'ajoutait la diminution des effectifs de travailleurs prêts à se soumettre à la dépendance personnelle traditionnelle. Mais les départs vers le marché du travail industriel eurent un effet encore plus grand que la simple diminution des effectifs de *moradores* car ils contribuaient à changer la perception que se faisaient de cette domination traditionnelle les individus qui restaient. Ce sont les horizons sociaux et mentaux qui commencèrent à évoluer avec les migrations.

A un autre moment de l'interview, les deux frères cités précédemment soulignent justement que les départs ont eu pour effet "*d'ouvrir les yeux des gens*". Dans le marché du travail industriel, il y avait des normes objectives pour fixer les rapports entre l'employeur et l'employé : un salaire minimum, le repos hebdomadaire rémunéré, des congés payés, le treizième mois, des indemnités en cas de licenciement ; et toutes ces normes fixées par des lois étaient accompagnées d'un cadre institutionnel destiné à les faire respecter, particulièrement les tribunaux et l'inspection du travail. Au Sud par conséquent, le marché du travail était associé à des droits dont chaque travailleur était titulaire, tandis qu'au Nordeste, tout dépendait encore de la volonté individuelle des *senhores*. Les deux frères associent ainsi au retour de certains migrants la relativisation du caractère "naturel" de la domination traditionnelle et la perception de son caractère arbitraire. Dans cette logique, la dépendance des *moradores* n'apparaît plus que sous l'aspect de l'"assujettissement" et les départs vers le Sud, comme une libération.

- Vous avez parlé d'"assujettissement". L'assujettissement, c'est quoi ?

Joao - *L'assujettissement, c'est cela : dans le temps, ici, les senhores de engenho soumettaient les moradores à l'obligation de travailler toute la semaine pour eux, en recevant un tout petit salaire, et ils ne laissaient pas le morador travailler pour lui-même. Le propriétaire ne laissait pas le morador cultiver un lopin de terre pour lui-même. Alors le morador était obligé de travailler pour le propriétaire contre un tout petit salaire. Le pauvre morador finissait par crever de faim, toute sa famille souffrant de cette situation, et il n'avait aucun droit. Si un enfant tombait malade, il n'avait pas de médicaments, il n'était pas soigné, pas d'ambulance pour transporter l'enfant malade à l'hôpital ou ailleurs. Alors tous les gens crevaient de faim, ceux qui habitaient dans ces propriétés crevaient de cette façon. Après qu'ils ont commencé à voyager vers le Sud, ils ont ouvert les yeux.*

Quelques-uns ont ouvert les yeux et ceux-là ont ouvert les yeux des autres. Quand ils sont revenus, ils connaissaient tous les droits. Le propriétaire doit porter secours au morador s'il tombe malade, il doit porter secours au fils du morador si celui-ci tombe malade. Et il n'a pas le droit de l'assujettir pour qu'il vive soumis au propriétaire sans avoir la possibilité de cultiver un lopin de terre pour lui-même. Si le morador travaille tous les jours pour le patron sans avoir son propre lopin, les sommes d'argent qu'il doit recevoir sont encore plus élevées. Car il doit recevoir des allocations familiales, il doit recevoir le treizième mois, il doit avoir la Sécurité sociale et tous les droits. Les propriétaires ne veulent pas payer ces choses-là : alors les travailleurs ont commencé à aller d'un côté à l'autre et les senhores de engenho ne pouvaient plus les mettre à la porte parce que les sommes à payer auraient été très fortes.

Les moradores laissent la famille ici - un des fils travaillant un jour ou deux pour le patron - et partent vers le Sud pour y travailler. Certains reviennent pour emmener la famille et s'en vont. Aujourd'hui, le Nordeste est une région où tout

est clair et net, mais cela a commencé après que les gens du Nordeste ont commencé à aller vers le Sud, parce qu'au Sud, les lois ont toujours existé. Avant... - je ne peux vous raconter qu'une partie du gouvernement de Getúlio (président de 1930 à 1945, après la révolution armée de 1930) mais lorsque Getúlio Vargas a été président, il y a eu plusieurs lois pour les ouvriers, pour que les travailleurs aient leurs droits car auparavant l'ouvrier n'avait aucun droit. Le travailleur pouvait travailler dix ou vingt ans avec vous et le jour où vous étiez fâché contre lui, vous pouviez le mettre à la porte. Il ne pouvait qu'emporter le hamac pour dormir, un sac avec ses affaires au dos, et s'en aller. S'il avait un salaire à recevoir, vous le payiez et il s'en allait. Aujourd'hui, c'est très différent.

Henrique - Si le propriétaire voulait bien le payer...

J. - S'il voulait bien le payer. Mais actuellement, c'est différent. A présent, nous avons des lois de nos gouvernements ; après Getúlio et dès la Révolution (le régime militaire de 1964), nous avons eu ces droits. Si je suis votre employé, je ne vous plais plus mais je ne vous ai rien fait de mal, je ne vous ai pas été désagréable, j'ai respecté les horaires de travail, je n'ai pas manqué un jour de travail, les jours de congé, je n'ai pas travaillé (parce que c'est la loi), je n'ai pas abandonné le travail par paresse, et vous voulez me licencier : vous devez payer tous mes droits. Autrefois, il suffisait que vous ne soyez plus content pour me mettre à la porte. A présent, si je suis votre employé, je ne vous plais plus sans que j'y sois pour rien vous n'avez pas besoin de le dire, vous me proposez un accord : "Regardez, João, je ne vous veux plus comme employé, alors je vais payer vos droits, vous pouvez aller chercher un autre emploi, un point de commerce sur le marché, un autre travail, une autre chose". Mais vous vous débrouillez pour me rendre tout de suite mes droits. Je n'ai même pas besoin de le demander. Et quand un individu rencontre un patron qui veut le rouler, il court au ministère du Travail (la justice ou l'Inspection du travail). Dans ce cas, le patron va payer chaque centime qu'il doit à son morador."

HISTORIQUE DES DROITS SOCIAUX ET LUTTES PAYSANNES

Dans cet extrait, les droits sociaux des travailleurs urbains sont clairement le point de référence pour penser en négatif les formes spécifiques de la domination locale sur les *moradores*. A tel point que les interviewés supposent que les lois réglementant le marché du travail urbain se sont toujours appliquées aussi aux relations de travail en milieu rural, ce qui n'est pas exact du point de vue historique. En réalité, l'importance des migrations dans le changement de la façon de percevoir la légitimité de la domination des *senhores* apparaît plus grande encore si l'on restitue la vérité historique : en effet, les lois de protection des travailleurs urbains datent de 1943 tandis que celles qui s'appliquent aux travailleurs ruraux n'ont été promulguées qu'en 1963 et 1964, donc vingt ans plus tard. Par conséquent, au moment où les migrations ont commencé à s'intensifier (au début des années 50), elles ont dû fonctionner comme la seule médiation permettant la mise en relation pratique du marché du travail au Sud - réglementé par un corpus juridique et un cadre institutionnel particuliers - et des relations de dépendance personnelle qui se maintenaient au Nordeste au niveau local.

En effet, c'est le président Getúlio Vargas qui, en 1943, promulgua la "Consolidation des lois du travail", instituant tout un ensemble de droits de protection pour les travailleurs urbains et leur accordant le droit de se syndiquer. S'ils fut souvent question par la suite d'étendre toutes les nouvelles normes à l'ensemble des travailleurs, le fait est que les représentants politiques liés aux grands propriétaires fonciers réussirent à bloquer cette éventualité chaque fois qu'elle devenait probable. Pendant vingt ans, par conséquent, l'écart objectif entre la réglementation du marché du travail industriel et la liberté laissée aux pratiques de domination personnalisée à la campagne fonctionna comme une incitation supplémentaire à partir vers les villes industrielles. Néanmoins, si les grands

propriétaires terriens perdaient ainsi des éléments de leur clientèle économique et politique, ils conservaient la possibilité de maintenir celle-ci sous la forme traditionnelle de sujétion. Cette situation changea radicalement avec l'apparition d'organisations paysannes et la restructuration du champ politique qui s'ensuivit.

Après plusieurs tentatives de création combattues par l'action des pouvoirs publics ou la violence directe des grands propriétaires, l'apparition, dans les années 50, des ligues paysannes fut à l'origine d'un mouvement irréversible de syndicalisation des *moradores*, journaliers et petits exploitants agricoles dans le Nordeste. Cette organisation vit le jour dans des régions de plantations sucrières en déclin aux limites de la région humide (Camargo, 1973 et Julião, 1968). A cause de la concurrence des usines à sucre en expansion, de nombreux *senhores de engenho* firent faillite et quittèrent leur propriété à la recherche d'autres moyens d'existence. En pareil cas, les *moradores* restaient sur place sans leurs anciens protecteurs ; ils pouvaient désormais contrôler leur propre emploi du temps, décider des plantes à cultiver, des animaux à élever et du mode de commercialisation des produits. C'est ainsi que, sur ces *engenhos* laissés à l'abandon, se développèrent les productions vivrières apportant une certaine prospérité aux anciens *moradores*. Lorsque les héritiers voulaient reprendre le contrôle des propriétés ou qu'un nouvel acquéreur se présentait pour reconduire le mode traditionnel de domination, il se heurtaient à des familles de travailleurs prêtes à leur résister. Celles-ci purent, en particulier, s'offrir les services d'un avocat, également député, Francisco Julião, qui porta les conflits devant les tribunaux. De même réussirent-ils à faire légaliser leur association de défense.

Plusieurs institutions à caractère religieux, comme l'Eglise catholique, ou politique, comme le Parti communiste, créèrent diverses sortes d'organisations se disputant le monopole de la représentation de la paysannerie ⁽¹²⁾. Sous l'effet de leur concurrence et, plus simplement, de leur apparition, les débats parlementaires sur la fixation de normes juridiques dans les relations de travail en milieu rural prirent un nouveau tournant. Et, dans un contexte politique où le problème majeur était celui de la réforme agraire, le Parlement - largement composé d'élus issus ou partisans des élites agraires - vota, en mars 1963, l'extension aux travailleurs ruraux des normes de protection existant déjà pour les travailleurs urbains (loi 4214, connue sous le nom de "Statut des travailleurs ruraux"). Comme cette loi leur accordait aussi le droit de se syndiquer, on assista, la même année, à un essor important du syndicalisme paysan qui parvint à se constituer dans sept Etats et à s'organiser en une Confédération nationale des travailleurs agricoles (CONTAG).

Les luttes et la mobilisation pour obtenir une réforme agraire s'intensifièrent tout au long de l'année 1963 avec l'appui du président de la République de l'époque, João Goulart. Pourtant, le Parlement ne vota pas l'amendement constitutionnel qui aurait permis une redistribution foncière à grande échelle. Ce n'est qu'après le coup d'Etat du 1er avril 1964 que les militaires, soucieux d'en finir avec les situations de "tension sociale", firent voter par ce qui restait du Parlement cet amendement ainsi que de nouvelles lois foncières (loi 4504/64, appelée le "Statut de la terre"). Dans le même temps, ils réprimèrent durement les syndicats et les représentants paysans des ligues, du Parti communiste ou des fractions les plus à gauche des organisations catholiques, mais ne liquidèrent pas l'institution syndicale. Les directions de syndicats furent prises en charge par les militants catholiques les plus à droite.

⁽¹²⁾ L'histoire de la concurrence entre les institutions et les individus qui se proposent d'être les représentants de la paysannerie fait partie intégrante du processus de représentation de la paysannerie comme classe sociale (cf. MARESCA, 1983).

Disposant d'un nouveau cadre légal et institutionnel, mais limitées par les restrictions imposées par les militaires, les actions syndicales les plus courantes s'efforcèrent dès lors de faire respecter les nouvelles normes légales, principalement en portant les conflits entre travailleurs et propriétaires devant les tribunaux civils (pour les contrats de bail et de métayage) et les tribunaux du travail (pour les contrats de travail) ⁽¹³⁾. L'existence d'un corpus de lois n'était plus caractéristique seulement du marché du travail dans le Sud du pays mais intégrait désormais la vie de chaque commune où existait un syndicat de travailleurs ruraux. Il est vrai que l'intensité de l'offre de services pour faire appliquer la nouvelle réglementation dépendait strictement de la politique des directions syndicales et, particulièrement, de leur disposition à affronter les grands propriétaires et les autorités locales, lesquels voyaient dans toute défense des intérêts des travailleurs une pratique "subversive".

Si, malgré tous ces obstacles, l'action des ligues eut un si grand impact politique, c'est parce qu'elle touchait en pratique au principe même de construction des clientèles économiques et politiques en milieu rural. En traduisant les conflits devant les tribunaux civils, les ligues obligeaient les propriétaires à se soumettre, en présence de leurs travailleurs, à l'autorité des juges. Les normes de la loi étaient ainsi confrontées aux décisions personnelles des *senhores*, ce qui enlevait à la domination traditionnelle le caractère enchanté de sa légitimité ⁽¹⁴⁾; l'affirmation d'un pouvoir supérieur à celui des *senhores*, même à propos de leurs décisions à l'intérieur des domaines, devenait une chose matérielle et observable. La violence déclenchée par la suite - qui fut sans commune mesure avec les enjeux matériels des actions en justice - ne peut s'expliquer que par le fait que la simple affirmation d'un corpus de lois et l'intervention d'institutions destinées à le faire respecter déposaient les propriétaires de la liberté d'user de leur patrimoine foncier pour se constituer une clientèle de dépendants.

LA TRANSFORMATION DES CLIENTÈLES RURALES

Dorénavant, les propriétaires vont essayer de se débarrasser de leur *moradores* au lieu de les immobiliser à l'intérieur de leur domaines. Car l'usage traditionnel qu'ils faisaient de leur patrimoine foncier pour construire la dépendance des travailleurs s'est transformé en une menace objective pour la conservation de ce patrimoine. Toutes les concessions qui, jusque là, créaient la dette des *moradores* envers leur propriétaire ont été prévues par les nouvelles lois comme de simples éléments d'un rapport contractuel : ainsi, de la déduction pour le logement, de la nourriture fournie en nature, du lopin de terre, etc. En contrepartie, le niveau des rémunérations monétaires est devenu beaucoup plus élevé que précédemment car, au salaire minimum, s'ajoutent des avantages inconnus jusqu'alors : des indemnités en cas de licenciement, le repos hebdomadaire, les heures supplémentaires, les congés payés, etc. Si le *morador* fait valoir la loi, c'est le propriétaire qui lui doit à présent de l'argent, des sommes d'autant plus appréciables que le *morador* est plus ancien dans la propriété. Il arrive même que, pour indemniser un ancien *morador*, le propriétaire doive le payer en terre : le *morador* acquiert ainsi la condition de petit exploitant agricole. L'usage du patrimoine pour entretenir la dépendance personnelle, surtout après l'abolition de l'esclavage, était le moyen par lequel les grands propriétaires accumulaient une force sociale spécifique. Depuis la création des organisations paysannes et la mise en place d'un nouveau cadre légal et institutionnel, ces pratiques de domination augmentent le

⁽¹³⁾ L'analyse du syndicalisme des travailleurs agricoles au Nordeste depuis cette époque est présentée par Moacir Palmeira (1977).

⁽¹⁴⁾ Max Weber souligne que la domination traditionnelle repose sur le "caractère sacré des dispositions transmises par le temps" (1971).

risque de perdre le patrimoine foncier sur lequel elles reposaient. D'autant plus que l'exercice de l'autorité personnelle - qui n'était fondé sur aucune règle explicite - peut désormais, nous l'avons dit, être confronté à tout moment à une réglementation publique, qui délimite les compétences de tout employeur, et apparaît ainsi comme arbitraire et illégitime.

Le changement des pratiques et des dispositions mentales des grands propriétaires terriens retentit sur leurs *moradores*, bien sûr, mais aussi sur toutes les autres positions sociales qui entretenaient avec eux des rapports constants, notamment les petits propriétaires des alentours et les journaliers. C'est la structuration même de l'espace social qui change. Pour chacune des positions sociales, une reconversion est devenue nécessaire. Cependant l'issue de ces transformations n'est pas donnée d'avance : elle dépend des luttes individuelles et collectives. Puisqu'aucun poste de *morador* n'est plus attribué, la pratique des migrations vers le marché du travail industriel s'impose maintenant comme l'un des seuls moyens de s'assurer un mode de vie stable et prévisible, grâce à l'obtention d'un emploi ; ou bien d'accumuler les ressources monétaires ou les connaissances qui ouvriraient la voie à une trajectoire ascendante comme petit exploitant agricole ou comme petit commerçant, au niveau local. L'analyse de quelques trajectoires particulières nous permettra de mieux préciser ces divers processus.

TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES ET TRANSFORMATIONS DE L'ESPACE SOCIAL

La première trajectoire est celle de João, ce petit propriétaire déjà cité plus haut, qui est parti deux fois au Sud où il a acquis les moyens d'agrandir son patrimoine foncier. La deuxième est celle d'un fils de petit propriétaire qui devint *morador* après son mariage et ne quitta cette condition que vingt et un ans plus tard, lorsqu'il réussit à acheter une maison en ville. Si lui-même n'est pas parti vers le Sud, nombre d'aspects de sa trajectoire personnelle sont liés aux migrations de membres de sa famille.

PARTIR POUR ÉVITER L'ÉMIETTEMENT DU PATRIMOINE

Au moment des deux interviews (en mars 1977), João et son frère aîné, Henrique, vivent de leurs exploitations agricoles et du commerce de céréales (haricots, grains, maïs) sur les marchés d'Areia et de Remigio. Ils ont une propriété de 8 hectares qui rassemble la part héritée de leurs parents et les terres achetées depuis par chacun d'eux. Les deux maisons d'habitation sont bâties sur leurs parts respectives. Chaque frère met en valeur ses propres champs et João cultive en plus des terres en métayage. Pour les travaux agricoles, ils utilisent la main-d'œuvre de leur propre famille ainsi que des journaliers pendant les périodes de pointe. Leurs cultures sont essentiellement vivrières (haricots, maïs, manioc) ; ils produisent aussi du coton. Ils élèvent des bovins et leurs épouses, des porcs et de la volaille.

La propriété avait été achetée par le grand-père. Leur père était agriculteur et artisan maçon. Sur sa propriété, il cultivait du café, mais la maladie qui atteignit cette culture dans la région vers 1928 lui infligea de lourdes pertes. Juste après, il dut se mettre à travailler comme fermier sur les terres d'un grand propriétaire du voisinage où il resta jusqu'à sa mort, en 1936. Il eut cinq enfants (dont trois étaient déjà morts au moment de l'interview). Henrique était l'aîné et, après la mort de son père, il continua à travailler comme fermier sur une grande propriété des alentours, dans une position proche de celle des *moradores* les plus autonomes. Il y travailla jusqu'en 1943, date à laquelle il partit sur une autre grande

propriété de la zone sèche, dans une position tout à fait analogue à la précédente. Dans cette propriété, João, son frère cadet, obtint une exploitation à côté de la sienne. En 1966, le propriétaire, un homme politique de la commune, Severino Teixeira de Brito Lira, entra en conflit avec ses *moradores* et transforma en pâturages toutes les terres qu'il concédait jusqu'alors en cultures vivrières à ses *moradores* et à ses fermiers. Depuis, Henrique vit de l'exploitation de ses propres terres et du commerce de céréales. Il avait commencé à travailler dans ce commerce en 1934, comme auxiliaire d'un petit commerçant qui ensuite partit s'embaucher dans une entreprise de textile de la Paraíba, puis à São Paulo. La combinaison des activités agricoles et commerciales permit à Henrique d'accumuler l'argent grâce auquel, en 1949, il acheta des terres et se construisit une maison. João, lui, vit sur une terre achetée avec l'argent accumulé lors de son premier déplacement vers São Paulo, en 1956. Il est marié et a cinq enfants, trois garçons et deux filles.

Voyons à présent comment il explique son premier départ vers São Paulo.

"- Quand vous êtes allé en 1956 à São Paulo, connaissiez-vous quelqu'un là-bas ?

João : Non.

- Comment avez-vous décidé d'y aller ?

J. : J'ai décidé d'y aller mais je ne connaissais personne. J'avais des collègues à São Paulo, mais je ne savais pas où ils habitaient.

- Pourquoi vous êtes-vous décidé à y aller ?

J. : Je me suis décidé quand ma première femme est morte. Je n'avais plus de famille. J'étais seul.

H. : Sans enfants, sans aucun fils.

J. : Oui, je n'avais pas de famille, je n'avais pas d'enfants. Je ne voulais pas me remarier aussitôt. J'étais obligé de rester chez ma mère, j'ai pensé... J'étais très perturbé. J'ai pensé : "Je vais me distraire, je vais vivre loin d'ici un moment pour me distraire". Je suis allé à São Paulo où j'avais des collègues dont je n'avais pas l'adresse ; je ne savais même pas comment les rencontrer. Les gens disaient que c'était très difficile, ils racontaient beaucoup de choses, qu'il y avait trop de difficultés. J'avais peur d'y aller. Après, j'ai discuté avec Sergio Vittorino (le recruteur de main-d'œuvre). Et il m'a dit : "Non, c'est facile. Si tu veux y aller avec moi, je t'emmène et, le jour même de ton arrivée, je te fais embaucher. Tu ne souffriras pas". Et vraiment, ça s'est passé comme ça. J'y suis allé avec lui et il m'a trouvé du boulot. J'y ai travaillé pendant un certain temps. Quelques jours seulement car c'était très dur (...). Il fallait être très costaud. C'était un chantier de construction de bâtiments, pour faire les fondations. Je me suis mis au boulot car je ne pouvais faire autrement. Je ne connaissais rien, je devais faire face. Après quarante jours, un de mes collègues d'ici, qui avait su que j'étais arrivé à São Paulo, a pu trouver mon adresse et il est venu me voir un dimanche dans le chantier où je vivais. Il m'a dit : "Tu ne vas pas rester ici..."

Au moment du premier départ, João était agriculteur et petit commerçant. Or, cette situation suppose la famille et la division familiale du travail, avec un partage des activités selon le sexe et l'âge, aussi bien en ce qui concerne l'agriculture, le petit commerce que les activités domestiques. Si João exprime son malaise à l'idée de retourner chez sa mère après la mort de sa femme, c'est qu'il reconnaît que le minimum nécessaire à l'accomplissement des pratiques sociales élémentaires est le couple et la division sexuelle du travail qui l'accompagne. En outre, le retour à la maison familiale l'aurait amené objectivement à la situation des jeunes célibataires alors qu'il en avait passé l'âge. Veuf mais sans enfants, il n'avait personne à sa charge. Etant un homme seul et encore jeune, João présentait donc les propriétés sociales caractéristiques des candidats au départ.

Par ailleurs, on peut voir dans ses propos tout ce qui, dans une décision de migration, tient au réseau de relations personnelles qui transforme l'inconnu d'un univers social lointain en une situation prévisible. João raconte sans euphémisme qu'il avait peur de partir, surtout à cause de tout ce qu'il avait entendu dire. Il avait des collègues à São Paulo, mais ces relations n'étaient pas mobilisables puisqu'il ne disposait pas de leur adresse précise. Elles ne furent utiles qu'une fois sur place. Par conséquent, la discussion avec le recruteur de main-d'œuvre a joué, d'après son récit, un rôle fondamental. Si João a voyagé en même temps et de la même façon que les *moradores*, c'est moins parce qu'il était démuné pour faire face à l'investissement matériel exigé par tout départ que parce que lui manquaient les dispositions mentales adéquates pour une insertion réussie dans le marché du travail industriel. Il était, par conséquent, prêt à faire confiance à celui qui proposait de lui ouvrir les chemins sociaux qu'il ne se sentait pas capable de prendre tout seul.

João qualifie son premier travail à São Paulo, dans l'industrie du bâtiment, de "très dur", c'est-à-dire exigeant plus d'efforts physiques que ses forces n'en pouvaient supporter. S'il a dû y faire face, c'est qu'il n'avait pas d'alternative. Ce n'est pas le recruteur de main-d'œuvre qui lui a porté secours, mais un collègue de sa région d'origine qui était arrivé à São Paulo avant lui, qui connaissait donc un peu mieux les autres possibilités d'emplois. En effet, ce collègue lui trouva un poste de concierge au centre de São Paulo. João noua un bon rapport avec son nouveau patron qui lui demanda même de venir travailler chez lui en son absence.

"J'étais chez lui parce que, quand il avait besoin de faire quelque chose - il couchait souvent hors de chez lui, c'étaient seulement quelques jours par semaine qu'il couchait chez lui -, je restais là avec sa famille, avec sa femme et ses enfants. Le soir, je dormais dans le salon à côté, à cause des voleurs et des chiens qu'il avait ; il en avait trois ou quatre pour garder sa maison (...). Mais il me payait le salaire, le salaire correct, et quand j'ai voulu m'en aller, il m'a tout payé, m'a payé mes droits et il m'a même donné de l'argent pour m'aider à payer le voyage de retour. Ce Dr. José a été un bon patron pour moi. (...) Alors je suis revenu quand j'ai eu envie de revenir. Ma famille me manquait beaucoup, ma mère, Henrique, et quand il arrivait une lettre d'ici là-bas, lorsque Henrique ou ma mère m'écrivaient, ça me donnait un mal du pays immense. Je me suis dit : "Non, je m'en vais". Je n'ai plus voulu rester, je suis retourné. Ici, je me suis marié et j'ai construit une famille et, après avoir eu de nombreux enfants, lorsque j'ai eu quatre enfants je crois, j'ai eu envie de faire une nouvelle balade".

Ce deuxième départ que João présente comme le pur effet de sa volonté est lié en fait à une crise dans l'économie de son exploitation familiale : la récolte n'avait pas rapporté suffisamment et le commerce ne permit pas non plus de contrebalancer le manque à gagner. Ces difficultés économiques survinrent un an après que João et son frère eurent perdu les champs qu'ils cultivaient en fermage.

"Quand je suis revenu de São Paulo, je suis passé par Rio. J'ai vu Rio la nuit. J'ai eu envie de connaître Rio. Mais je suis passé en dehors de la ville (...). En 1967, je me suis dit : "Je pars à Rio, je vais connaître Rio". C'était une époque où le commerce ne marchait pas très bien et l'agriculture n'avait pas rapporté beaucoup, je me suis dit : "Je pars à Rio : cette fois je vais joindre la volonté au désir, je vais le connaître". J'ai aimé Rio. Ce que je n'ai pas aimé, ce fut la chaleur (...). Je me suis fatigué à cause de la chaleur qui m'empêchait même de manger (...). Cela me rendait presque fou et j'ai pris la décision de m'en aller, je ne supportais plus". (À Rio, João travailla dans le chantier de construction d'un immeuble, et l'immeuble une fois terminé, il y resta comme concierge.)

- "Quand vous êtes allé à Rio, vous n'y connaissiez personne ou bien vous y aviez des connaissances ?

João : *Je connaissais des gens. J'avais de la famille à moi là-bas. Il y avait une nièce à moi qui habitait Rio. Je suis resté quelques jours chez elle. Le temps que j'ai*

travaillé dans le chantier de la rue Catete, j'ai habité chez elle. Mais quand je suis allé travailler dans la rue Soares Cabral, je n'étais plus chez elle, je travaillais dans l'immeuble et j'y habitais" (João rapporte, dans un autre entretien, qu'à cette dernière époque, il écrivit à sa femme pour lui proposer de venir habiter à Rio avec les enfants mais qu'elle n'a pas accepté).

Si le premier déplacement lui avait permis d'agrandir son patrimoine et de trouver les moyens matériels de faire face à un nouveau mariage - attribut essentiel d'un homme accompli selon les catégories locales de perception -, le deuxième déplacement lui donna les moyens de rééquilibrer le budget domestique et de reprendre sa trajectoire ascendante comme exploitant agricole et commerçant forain. Mais on ne peut pas attribuer ce résultat objectif à la réalisation d'un plan fixé d'avance : ses hésitations, ses doutes, ses souffrances et ses gratifications sont là justement pour signaler que les choix ont été opérés au coup par coup, qu'ils dépendaient des fluctuations du marché du travail, du logement, de la terre ainsi que du réseau familial et des collègues qu'il pouvait mobiliser, et que ces fluctuations ne sont entrées en ligne de compte qu'à travers les perceptions qu'il pouvait en avoir, donc à partir de la position spécifique d'où se formait son "point de vue". Les opportunités du marché du travail n'apparaissent jamais que sous les formes où elles ont pu être perçues concrètement : et tout se passe comme si cette perception dépendait directement de l'investissement que fait l'individu en vue de s'insérer dans ce marché : en l'occurrence, en payant de sa personne et en faisant l'effort correspondant pour maîtriser la nouvelle situation de travail. Ce qu'il avait signalé pour d'autres est aussi vrai de lui-même : le Sud a transformé ses catégories de perception, y compris celles concernant la vie sociale. Si, dans l'interview, son frère aîné lui cédait la parole pour tout ce qui touchait aux déplacements vers le Sud, c'est qu'il lui reconnaissait une sorte de compétence particulière, acquise par la pratique, qui déroge à la "compétence généalogique" - qui, elle, se manifeste à propos de tout ce qui a trait aux pratiques locales de l'agriculture et du commerce.

Si, grâce à ses déplacements dans le Sud, João a réussi à éviter l'émiettement de son patrimoine foncier, cette menace pèse encore sur la génération de ses enfants. La situation spécifique de cette petite paysannerie est telle qu'un fils ne peut succéder à son père s'il n'a pas acquis par ses propres efforts les moyens de reproduire le capital familial. Même ceux qui prennent la succession sur l'exploitation de leurs parents doivent envisager tout ce qui, avant même leur mariage, permet une accumulation individuelle de capital et la formation d'une nouvelle unité domestique. A part l'ouverture à son compte d'un petit commerce ou la mise en culture de surfaces suffisantes pour chaque enfant, les seuls moyens de cette accumulation sont la réussite d'études ou l'insertion dans le marché du travail au Sud. Le père qui tire parti du travail de son fils et acquiert ainsi de quoi satisfaire les besoins de consommation de l'unité domestique doit tenir compte en plus des intérêts individuels de ses enfants afin que ceux-ci puissent faire face à leurs dépenses personnelles et épargner en vue de leur mariage. Il est courant, dans cette région, d'attribuer à chaque enfant un lopin de terre qu'il cultive lui-même ; il se trouve ainsi intégré aux pratiques de production et d'écoulement des produits agricoles en même temps qu'il gagne de quoi assurer son autonomie (Heredia, 1979 et Garcia, 1983 A). Cependant, étant donné la rareté des terres disponibles pour les petites exploitations et l'élévation continuelle de leur prix, l'attribution de ces lopins ne peut être faite à une échelle qui permettrait une accumulation comparable à celle que procure, en moyenne, le travail salarié dans le Sud. On peut comprendre que, dans ces conditions, le successeur de Henrique (frère aîné de João) soit parti travailler deux ans à São Paulo pour revenir, en 1977, se contruire une maison et se marier. Quant au fils aîné de João - qui avait 15 ans au moment de l'interview - le lopin individuel qui lui avait été attribué était perçu seulement comme un moyen de retarder son départ vers le Sud.

"- Votre fils aîné cultive-t-il quelque chose à lui ?

João : Pas encore. Il ne travaille pas encore pour lui-même. Il a travaillé pour moi jusqu'à présent. Cette année, j'ai commencé à cultiver du manioc pour lui, car il est déjà un jeune homme, il a besoin de travailler pour lui. Moi-même, j'ai tous les autres enfants, j'ai besoin de les nourrir et de les éduquer, de leur donner ceci ou cela, c'est très dur pour moi. C'est déjà un jeune homme et, comme tous les jeunes, il doit présenter bien, il veut avoir un certain luxe, alors il est nécessaire que je lui accorde les lopins à cultiver pour qu'il...

Henrique : Pour qu'il ne parte pas vers le Sud.

- Pardon ?

H. : Pour qu'il ne parte pas tout de suite vers le Sud.

J. : Pour qu'il ne parte pas vers le Sud.

- Et ce sera lui qui s'occupera de ses cultures de manioc ?

J. : Jusqu'à présent, il n'a jamais transformé le manioc en farine. Il n'avait pas eu de produit seulement à lui. Il va avoir une production à lui, mais, jusqu'à présent, il n'a pas eu d'agriculture à lui. Il travaille avec moi, depuis l'âge de 10-12 ans, il m'aide, mais c'est un travail qui n'est pas pour lui, c'est pour moi. C'est pour lui aussi car je suis tenu de lui fournir tout ce dont il a besoin, mais pas quelque chose à lui, en son nom propre. C'est pour lui aussi, mais en même temps, c'est pour moi".

On peut ainsi constater que la virtualité des départs vers le marché du travail industriel s'est intégrée à l'univers des pratiques les plus courantes de la vie familiale des petits exploitants agricoles et que la question des départs se pose en permanence, même pour ceux qui restent, y compris pour faire face à la simple reproduction du groupe domestique. Compte tenu des transformations survenues dans l'espace social, le travail et les investissements où l'on paie de sa personne sont nécessaires aussi bien pour partir vers le Sud que pour rester au Nordeste.

UN MORADOR QUI DEVIENT AGRICULTEUR ET PETIT COMMERÇANT

A l'époque de l'interview (mars 1977), José Emiliano vit de son petit commerce. Il consacre deux jours par semaine à acheter dans des centres commerciaux plus importants les marchandises qu'il revend ensuite de marché en marché : mercerie, articles en plastique, brosses à dents, etc., uniquement des produits bon marché d'origine industrielle. Il travaille avec l'aîné et le cadet de ses enfants qui ont leur étalage ; ils font leurs affaires individuellement mais les approvisionnements en commun.

José Emiliano est né en 1916, dans une petite propriété de l'*Agreste*. Marié en 1936, il a six enfants (tous mariés au moment de l'interview) et de nombreux petits-enfants. A l'exception des deux plus âgés qui habitent à Remígio, ses autres enfants vivent et travaillent à Rio de Janeiro : l'un est vendeur de glaces à la commission, un autre mécanicien-automobile, le troisième métallurgiste ; enfin une fille s'y est mariée.

José Emiliano était le deuxième enfant d'une fratrie de onze et le premier né des garçons. Trois de ses frères et une sœur partirent à Rio, mais deux seulement y sont restés. L'un des deux qui en sont revenus a acheté une petite propriété grâce à l'argent rapporté de la ville. José Emiliano, lui, est allé deux fois à Rio (son épouse plus souvent), simplement pour rendre visite à ses enfants.

Trois ans après son mariage, il devint *morador* dans la propriété où ont travaillé Henrique et João. Il cultivait du maïs et des haricots ainsi que du coton. Il payait une redevance en argent mais décidait lui-même des travaux qu'il réalisait avec l'aide de sa famille. Avec cinq garçons, il disposait d'une grande force de travail familiale qui lui permit de cultiver jusqu'à 20 hectares et d'obtenir une

production considérable. Il ne commença à commercer qu'en 1946, vendant des produits artisanaux de faible valeur (cordes, balais etc.) et n'aborda le négoce de céréales qu'en 1951 sur les marchés d'Areia et Remígio. En 1957, il déménagea à Remígio pour pouvoir se consacrer plus facilement à ses activités commerciales et prendre une autonomie plus grande vis-à-vis du propriétaire. Il put acheter une maison en ville et consolider ce déplacement grâce à une circonstance fortuite : ayant chaque année les moyens d'opérer la soudure grâce à sa production du cycle agricole précédent, il se retrouva en 1958 avec un stock abondant au moment même d'une forte sécheresse. L'argent qu'il en retira alors lui permit d'acheter la maison en ville.

Photo 3 : L'usine à sucre. Les installations industrielles (Photo Gustavo Moura, avril 1986)

- " Vous êtes venu habiter ici en 1958 ?

José Emiliano - Non, je suis arrivé en 1957. J'habitais une maison louée. Une toute petite maison que je ne payais pas très cher. Mais je travaillais dans l'agriculture toujours, je continuais à cultiver dans la propriété de Severino Texeira de Brito Lira. J'y ai travaillé beaucoup d'années encore. Ce n'est qu'en 1966 que j'ai arrêté de travailler dans l'agriculture. J'habitais ici, mais je travaillais dans cette exploitation que j'avais là-bas. J'y allais presque tous les jours (...). Je suis venu habiter une maison louée, mais l'année de 1958 a été très heureuse pour moi : j'ai cultivé un terrain très grand, il y a eu une sécheresse très forte, les gens

ont dû quitter leurs exploitations, beaucoup, beaucoup de gens, et moi, je suis resté. J'avais les moyens de nourrir ma famille et même de payer des journaliers. J'ai pu avoir une récolte excellente. Ça m'a rapporté énormément d'argent. Une somme que personne n'avait, seulement moi. Vous savez combien ça coûtait une maison ici ?

- Non.

J.E. - Il y en avait même pour 2 000 cruzeiros, à cette époque, des maisons minables. Et moi, j'ai vu en 1958 cette maison-ci pour 60 000 cruzeiros. J'ai réalisé une bonne récolte de maïs, j'ai récolté beaucoup de haricots, j'ai vendu tout cela, car je faisais déjà le négoce des céréales, et j'ai acheté cette maison. L'équivalent de 210 sacs de 60 kilos de maïs".

Ce furent donc la sécheresse de 1958 et la hausse consécutive des produits vivriers qui permirent à José Emiliano de quitter son logement dans le grand domaine agricole et de relâcher ainsi la dépendance personnelle dans laquelle il se trouvait jusqu'alors. Cette circonstance - qui s'est révélée favorable dans son cas - joua pour lui le rôle que jouait, pour d'autres, l'émigration vers le Sud. José Emiliano établit explicitement le parallèle quand il compare sa propre trajectoire avec celle de ses frères ou de ses enfants qui sont partis. Il relève particulièrement le cas de ce frère qui a acquis une petite propriété après avoir travaillé beaucoup au Sud et avoir mené là-bas un train de vie très resserré.

"- Quand vous travailliez encore dans l'agriculture, les gens allaient-ils vers le Sud ?

José Emiliano - Oui, déjà. Je n'y suis pas allé parce que j'avais de quoi me nourrir. Dans le cas contraire, je serais parti moi aussi. Mais les gens y allaient, mes frères y sont allés.

- Vos frères y sont-ils allés ?

J.E. - Oui, mon fils aîné, Euclides, est allé aussi au Sud. Ça ne lui a pas plu, il est revenu.

- Quand le mouvement a-t-il commencé vers le Sud ?

J.E. - Ils ont commencé très tôt à aller vers le Sud. Cela a commencé vers 1948. Il y a beaucoup de gens ici... mes frères ; j'ai un frère, l'aîné, qui est aujourd'hui tailleur à Rio ; il est parti en 49, presque au début de 1950.

- Et pourquoi cela a-t-il commencé en 1948 ?

J.E. - Parce que ce n'était pas possible d'arriver à avoir quelque chose à eux, ils sont partis pour gagner plus d'argent, pour se faire une situation. Là-bas, le salaire était bon et, ici dans le Nord, le salaire est faible. Et il y en a qui sont devenus propriétaires ici. Un de mes frères est parti travailler au Sud et aujourd'hui il est propriétaire. Il a gagné de l'argent, travaillant beaucoup, mangeant dans des boîtes de conserve qui lui servaient de casseroles et d'assiettes ; il préparait sa propre bouffe dans des boîtes de conserve, tout ça pour accumuler un peu d'argent. Il ne quittait pas le chantier de construction où il travaillait, pas même pour manger. Alors, il a pu amasser un peu d'argent et acheter une propriété pour y vivre.

- Il a acheté une propriété ici ?

J.E. - Il y a un an de ça, tout au plus, il est revenu. Sa famille était restée ici à travailler dans l'agriculture, sur les terres d'un autre frère, et lui, il était parti travailler et accumuler de l'argent pour acheter une petite propriété. Il avait envie d'acheter une petite propriété et, grâce à l'argent rapporté du Sud, il a pu le faire".

Dans cet entretien, on constate que le marché du travail du Sud a rendu possibles de nouvelles trajectoires, soit par l'intégration au monde salarié des grandes villes, soit par l'accumulation des moyens nécessaires à une ascension sociale sur place, au Nordeste. José Emiliano est passé du commerce de grain à la

mercerie en 1959, après le retour de son fils aîné. C'est grâce aux connaissances rassemblées lors de ce voyage que la famille a changé de type de commerce.

Un autre point important ressort de cette interview : c'est l'accent mis non seulement sur les conditions de travail (salaire plus élevé, droits sociaux), mais également sur le mode de vie. José Emiliano et son épouse racontent le voyage de leur fils aîné en soulignant la misère de sa vie là-bas, cette misère qu'il n'a pu supporter. Tout se passe, lorsque sont évoquées les misères du Sud, comme si l'on ne pouvait pas parler en même temps de ce que l'émigration permet d'accumuler en dépit des difficultés ; ou, au contraire, comme si, lorsque l'on reconnaît ce que le Sud a apporté de positif, on ne pouvait mentionner la misère qui en est solidaire.

"- Quel a été votre premier fils à aller à Rio ?

José Emiliano - *C'était Euclides, l'aîné. Il est parti en 1958. Il y est resté un an. Mais il n'a pas eu de succès et il est revenu. Là-bas, il pleurait à cause des (...) Les gens pauvres souffrent beaucoup au Sud. Il y en a beaucoup qui couchent sur des planches en bois, il y a énormément de puces, une pauvreté incroyable. Les taudis des bidonvilles pleins d'insectes, de moustiques. Dans les bidonvilles, il y a tout ce qu'on peut imaginer de gens mauvais. Dans les bidonvilles.*

L'épouse de J.E. - *Il n'a pas voulu y rester. Il est revenu et il a commencé à vendre de la mercerie, sur les marchés, ce qu'ils vendent tous aujourd'hui. Il a recommencé à Remígio, après il est allé à Campina Grande (importante ville régionale) ; après il s'est marié. Il avait construit une maison à Campina. Cela ne lui a pas plu, il est revenu à Remígio et il habite ici. Il construit en ce moment une maison près d'ici. Il a neuf enfants".*

LES CONDITIONS SOCIALES DES MIGRATIONS ET LEURS EFFETS

Au terme de ces analyses, on peut constater combien de questions sont laissées de côté par la conception simplificatrice qui fait des départs vers les villes industrielles le passage obligé de la "condition paysanne" à la "condition ouvrière" ou encore d'un "univers préindustriel" à l'"univers industriel". Dans les cas précis étudiés ici, les migrations ont atteint de manière irréversible les formes traditionnelles de dominations qui structuraient l'espace social rural ; les déplacements des individus - du Nordeste vers le Sud ou en sens inverse - se sont inscrits parmi les pratiques qui visent à transformer leur position sociale. Le premier obstacle à surmonter pour rendre compte des pratiques de migration est donc l'assimilation des contingents de migrants à un ensemble indifférencié d'individus dont les raisons de partir seraient identiques. Cette erreur provient en général du fait que les flux de migration sont perçus comme des "données démographiques" qui attribuent à chaque individu le même poids qu'aux autres. Au contraire, l'analyse sociologique s'efforce de comprendre les pratiques réelles des individus en référence à leur espace social d'appartenance ; elle doit donc s'interroger sur les conditions sociales des possibilités de déplacement vers le Sud.

Nos commentaires ont montré combien il importait de prendre en compte la nature et le volume des diverses formes de capital détenues par la famille d'origine pour élucider à la fois ce qui rend les départs possibles et ce qui leur donne sens. A l'évidence, les chances de partir des membres des familles de *senhores de engenho* ne sont pas les mêmes que celles des familles de petits propriétaires ou de commerçants, qui sont elles-mêmes différentes de celles des *moradores*. Historiquement, si les migrations se sont intensifiées dans les années 50, c'est qu'à cette époque les possibilités sociales de se déplacer se sont étendues aux individus les plus démunis. Ceux-ci perçurent cette évolution comme ce qui leur apportait le "salut", ce qui leur permettait d'échapper à la soumission, à la dépendance personnelle. En revanche, pour ceux qui avaient joui jusque-là exclusivement du

privège de pouvoir partir, l'élargissement de cette possibilité à d'autres apparut très négative : ils furent les premiers à insister sur toute la misère vécue lors des voyages au Sud. De fait, la façon dont chacun juge l'intensification des migrations est liée aux effets que les départs ont eu sur sa propre trajectoire, selon qu'il s'est agi d'un déclin ou plutôt d'une ascension sociale.

Bien que progressivement inscrits dans l'horizon mental et social, les départs vers le Sud n'ont jamais été une pratique tout à fait comme les autres. Les récits de vie rappellent d'ailleurs tout ce que les déplacements de cette portée coûtent d'investissements matériels aussi bien que psychologiques. Leur signification change au long de la vie d'une même personne (comme on l'a vu pour João) et, pour comprendre cette diversité, il faut rendre compte des difficultés spécifiques qui poussent quelqu'un, à un moment donné de sa vie, à miser sur l'émigration.

La propension à partir varie d'une façon significative selon le sexe et l'âge : elle est un phénomène essentiellement masculin, concentré sur la tranche d'âge des 18-40 ans. L'analyse de l'évolution du rapport homme/femme selon les tranches d'âge montre que, dans la population de la Paraíba (cf. tableau 5), il y a un équilibre entre les sexes jusqu'à l'âge de 15 ans ; puis apparaît une disproportion qui s'accroît fortement entre 20 et 40 ans (âges où il n'y a plus que 7 à 8 hommes pour 10 femmes), pour s'atténuer ensuite ; enfin, un nouvel équilibre s'instaure après 50 ans (le décalage qui se manifeste ultérieurement n'est dû qu'à une plus grande précocité de la mortalité masculine).

Tableau 5.
Rapport
hommes/femmes par
tranches d'âge
(Paraíba, 1970)

Lieu	Age	< 10	10-15	15-20	20-30	30-40	40-50	50-60	60-70	≥ 70	Total
AREIA		99	101	96	76	73	94	110	100	84	93
REMIGIO		99	97	88	70	80	95	97	113	76	91
BREJO		100	99	95	75	79	90	102	98	82	92

Source : IBGE - Recensement de population.

Comme l'a montré le cas de João, le sexe et l'âge comptent surtout à travers la médiation de la situation familiale de l'individu et des engagements qui en résultent pour lui. Les déplacements n'auront pas le même sens selon qu'il s'agit d'un célibataire, d'un veuf ou d'un homme marié, selon qu'il a ou non des enfants à charge. Les départs individuels se font, en effet, dans une toute autre perspective que ceux qui entraînent le déplacement des autres membres de la famille. Le principe, analysé à propos de la trajectoire de João, a une portée plus générale : plus on est jeune et dépourvu de responsabilités familiales, plus on a de chances de partir. Ceux qui n'ont ni épouse ni enfants sont plus disponibles pour tout essayer. Ils peuvent s'investir plus complètement dans le marché du travail industriel puisque leurs seules contraintes sont d'ordre individuel. Si, par exemple, le frère de José Emiliano a réussi à accumuler assez d'argent pour revenir et s'acheter une petite propriété, c'est parce qu'il a accepté dans le Sud des conditions de vie, de nourriture, de logement d'une extrême austérité qui seraient difficilement supportables s'il fallait y soumettre tous les membres du groupe domestique. Le déplacement familial suppose que le chef de famille soit parti le premier et ait obtenu une stabilité suffisante sur le marché du travail ainsi que des conditions de logement assez bonnes pour qu'il estime pouvoir revenir chercher les siens. Il y a, par conséquent, une variation des chances de déplacement selon la situation sociale de la famille d'origine mais aussi selon la position de l'individu dans la famille (c'est-à-dire selon son sexe et son âge).

Enfin, les récits ont souligné l'importance des réseaux qui servent de médiation à l'entrée dans un univers social inconnu, c'est-à-dire des connaissances mobilisables lors des déplacements. Un départ qui dépend d'un recruteur de

main-d'œuvre n'est pas le même que celui qui s'appuie sur des liens de famille ou de camaraderie établis dès le lieu d'origine. De façon analogue, pour que celui qui est parti puisse continuer à profiter des opportunités offertes par sa région d'origine, il doit entretenir des liens avec ceux qui y sont restés (famille, connaissances).

On découvre, en définitive, qu'essayer d'examiner ensemble les pratiques locales dans une région agricole du *Nordeste* et les pratiques des mêmes individus (ou, du moins, de certains d'entre eux) dans les grandes villes industrielles qui se situent à 3 000 kilomètres de distance, ce n'est pas confondre des réalités foncièrement différentes⁽¹⁵⁾ ; c'est, au contraire, tenter de comprendre comment des situations si différentes, et apparemment contradictoires, deviennent complémentaires, ou alternatives, pour certains individus, grâce à tout un éventail de pratiques qui visent à confronter et, si possible, à associer - au-delà des énormes distances physiques et sociales - l'emploi sur le marché du travail au Sud et la condition de paysan ou de petit commerçant au *Nordeste*⁽¹⁶⁾.

BIBLIOGRAPHIE

ALMEIDA (Horacio), 1958 - *Brejo de Areira : Memórias de um município*, Rio de Janeiro, Ministério do Educação e Cultura.

ALMEIDA (José Américo), 1937 - *A Paratyba e seus problemas*, Porto Alegre, Livraria do Globo.

BERTRAND (J.P.), DROULERS (M.), LAVINAS (L.), 1984 - "Modernisation "inachevée" et dynamique des marchés du travail agricole et urbain". *Documents de travail du CREDAL*, n° 6, Paris, INRA-CNRS, 168 p.

BOURDIEU (P.), 1980 - *Le sens pratique*, Paris, Ed. de Minuit, pp. 216-217.

CAMARGO (Aspasia), 1973 - *Brésil Nord-Est : Mouvements paysans et crise populiste*, Paris, EHESS, thèse de 3e cycle.

CORREIA de ANDRADE (Manuel), 1964 - *A terra e o homem no Nordeste*, São Paulo, Brasiliense, 1964.

FURTADO (Celso), 1969 - *Formação econômica do Brasil*, São Paulo, Editora Nacional, 1969.

GARCIA (Afranio Jr.), 1983 A - *Terra de trabalho*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

GARCIA (A. Jr.), 1983 B - *O Sul : Caminho de roçado. Estratégias de reprodução camponesa e transformação social*, Museu Nacional de Universidade Federal de Rio de Janeiro.

HEREDIA (Beatriz), 1979 - *A morada da vida*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

⁽¹⁵⁾ Les analyses de Florence Weber sur les pratiques agricoles des ouvriers d'usine, sur leur "double activité", lui permettent de "mettre en cause une division binaire traditionnelle du monde social qui oppose, dans un même mouvement, le rural à l'urbain comme le monde paysan au monde industriel, en prophétisant le meurtre du premier par le second" (Cf. son article dans le présent numéro).

⁽¹⁶⁾ Des travaux en cours, menés dans l'Etat de Bahia par une équipe de chercheurs brésiliens (Université fédérale de Bahia) et français (INRA et CNRS) portent sur la relation entre la modernisation agricole et la complexité des configurations que peut recouvrir l'usage de la force de travail en milieu rural comme en milieu urbain (Cf. BERTRAND, DROULERS et LAVINAS, 1984).

IBGE, 1979 - *Indicadores sociais*, Rio de Janeiro, tableau 9a, p. 48.

JULIÃO (Francisco), 1968 - *Cambão (le joug), la face cachée du Brésil*, Paris, Maspéro.

MARESCA (S.), 1983 - *Les dirigeants paysans*, Paris, Ed. de Minuit.

MINISTERIO do TRABALHO, 1969 - Departamento nacional de Mão de Obra. *Mercado de trabalho : composição e distribuição da Mão de obra*, Rio de Janeiro, MTPS.

PALMEIRA (Moacir), 1976 - "Casa e Trabalho : notas sobre as relações sociais na plantação tradicional" in *Congrès international des Américanistes*, Paris.

PALMEIRA (Moacir), 1977 - "The aftermath of peasant mobilization : rural conflicts in the Brazilian Northeast since 1964" in : AGUIAR (ed.) - *The structure of Brazilian development*, New-York, Transactions books.

SAYAD (A.), 1975 - "El Ghorba : le mécanisme de reproduction de l'émigration", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2, mars 1975, pp. 50-66.

SAYAD (A.), (1977) - "Les trois âges de l'émigration algérienne en France", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 15, juin 1977, pp. 59-79.

TAVARES (Maria de Conceição), 1972 - *Da substituição de importações ao capitalismo financeiro*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

WEBER (M.), 1971 - *Economie et Société*, Paris, Plon, p. 232.